

L'économie suisse en 1940

Autor(en): **Weber, Max**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **33 (1941)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384257>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'économie suisse en 1940.

Par Max Weber.

Il est devenu extrêmement difficile de suivre l'évolution de la conjoncture ensuite de la disparition de nombreuses sources statistiques, de la réduction de certaines publications ou de l'interdiction de publier maints renseignements d'ordre économique. Cette observation s'applique aussi bien aux Etats belligérants qu'aux pays neutres. Nous manquons avant tout d'indications sur le volume et la structure du commerce extérieur et de la production. Il est également difficile d'obtenir des données exactes sur le marché du travail. Nous avons donc renoncé à consacrer, comme nous le faisons régulièrement, un article spécial à la situation économique à l'étranger; nous nous bornerons à mentionner rapidement

l'évolution économique à l'étranger.

Il ne saurait être question d'une évolution uniforme des prix, le phénomène pourtant le plus caractéristique d'une conjoncture. Le blocus coupe pour ainsi dire le monde en deux parties: le continent et les pays d'outre-mer. L'Europe est entrée dans un régime de pénurie marqué avant tout par un déficit considérable de denrées alimentaires et de matières premières et, partant, par une hausse progressive des prix. Quant aux produits de l'Amérique du Nord et du Sud dont les exportations à destination de l'Europe ont cessé, ils sont menacés de baisse, notamment les produits agricoles. Nous assistons en quelque sorte au retour de la situation paradoxale constatée au cours de la crise économique. La population industrielle européenne était alors trop pauvre, ensuite du chômage, pour absorber la production des Etats agraires d'outre-mer. Ces derniers souffraient de surproduction avec toutes les conséquences désastreuses que ce phénomène comporte. La guerre et le blocus nous ramènent à cet état de choses. Les chiffres ci-dessous indiquent l'évolution des prix aux Etats-Unis:

	Début de janvier 1940	Début de janvier 1941	Modification comparativement à l'année précédente en %
Blé, Winnipeg	86,75	77,63	— 10,5
Blé, Chicago	105,00	87,25	— 16,9
Blé, Buenos-Aires	8,33	6,80	— 18,4
Sucre, New-York	151,00	72,50	— 52,0
Café, New-York	4,21	4,41	+ 4,8
Saindoux, Chicago	5,95	4,65	— 21,8
Coton, New-York	11,40	10,42	— 8,2
Soie brute, New-York	407,50	243,50	— 40,2
Caoutchouc, New-York	20,13	20,44	+ 1,5
Benzine	5,88	3,25	— 44,7
Cuivre, New-York	12,50	12,00	— 4,0

Le consommateur européen considère avec envie ce blé dont les prix ont baissé de 10 à 18 pour cent en un an, ce sucre meilleur marché de 52 pour cent, alors qu'il doit non seulement supporter des augmentations de 20 à 50 pour cent et même supérieures, mais encore craindre la famine! L'énorme renchérissement des frets maritimes et la pénurie européenne constituent la cause essentielle de ces formidables différences de prix. La guerre sous-marine — qui menace de s'accroître au cours de ces prochains mois — et l'anéantissement d'un tonnage maritime considérable qui en est la conséquence rendent de plus en plus difficiles et aléatoires les transports, accélèrent la paralysie des échanges internationaux et le démembrement de l'économie mondiale. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, les transactions internationales ont fortement reculé. Cette évolution désastreuse se poursuit à un rythme rapide.

Dans la plupart des pays la production a continué de s'accroître, la guerre ou les nécessités de la défense nationale ayant exigé la concentration et la coordination de toutes les ressources économiques. Aux Etats-Unis, qui continuent la publication de leurs statistiques, le volume de la production industrielle a augmenté de 10 pour cent en moyenne comparativement à 1939; elle est évidemment plus forte dans l'industrie lourde et celle des armements. En 1940, la production du fer brut a dépassé de 44 pour cent celle de l'année précédente; ce chiffre est de 39 pour cent pour l'acier brut. Dans plusieurs branches, l'utilisation de la capacité de production est près d'atteindre 100 pour cent (97 pour cent dans l'industrie de l'acier). Toute nouvelle intensification de l'activité industrielle exige donc, préalablement, une extension des installations existantes et de nouveaux investissements de capitaux. En dépit de cette augmentation de la production dont le volume, dans certaines branches dépasse déjà de beaucoup les maxima de 1929, on compte encore 5 millions de chômeurs aux Etats-Unis. Ce phénomène s'explique en partie par le développement de la rationalisation.

En Grande-Bretagne, le développement de la production industrielle a fait de grands progrès ce qui ressort du recul de l'effectif des chômeurs qui a passé de 1,2 à 0,6 million. Cette réserve considérable de main-d'œuvre permet néanmoins de conclure que l'organisation de l'économie de guerre n'a pas été assez énergiquement poussée au début. Nous ne disposons que de très rares renseignements sur l'Allemagne. Il est certain que la concentration des forces économiques, déjà parfaitement organisée bien avant la guerre, ne s'est pas relâchée. Toutefois, l'intégration des pays occupés dans l'économie allemande a nécessité de profondes modifications des plans établis. Ensuite de leur isolement du marché mondial, de la pénurie de matières premières ou de faits de guerre, quelques pays ont enregistré un recul de leur production. A la fin de 1940, l'indice de l'activité industrielle suédoise avait reculé

de 15 pour cent. En France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Norvège, la régression de la production est une conséquence directe des opérations militaires.

La Suisse

se ressent de la guerre dans tous les domaines de l'activité économique. Cependant, jusque vers la fin du premier semestre 1940, notre situation a été relativement privilégiée. Les importations étaient demeurées assez normales en dépit de la forte hausse des prix commandée par l'augmentation des frais de transport et la raréfaction des réserves à l'intérieur. Depuis l'entrée en guerre de l'Italie et la débâcle française, le volume de nos importations a fortement diminué.

A l'exception des branches particulièrement frappées par la guerre — l'industrie hôtelière et celle du bâtiment notamment — le degré d'occupation est demeuré très satisfaisant. En dépit de la mobilisation, le chiffre des ouvriers occupés a dépassé celui de l'été 1939, chiffre qui, pourtant, n'avait plus été atteint depuis 1931. Pendant toute l'année, l'effectif du chômage a été inférieur à celui de 1939. L'évolution du

marché des capitaux

a été très particulière. Alors que les retraits de capitaux se sont poursuivis au cours du premier semestre, la situation a radicalement changé depuis la défaite de la France. C'est ce qui ressort de l'évolution des réserves d'or et de devises de la Banque nationale suisse:

	Réserves en millions de francs	Modification d'une date à l'autre
Début de janvier 1939	3,170	—
23 août 1939	2,737	— 433
Début de janvier 1940	2,627	— 110
23 mai 1940	2,229	— 398
31 décembre 1940	3,173	+ 944

Du début de la guerre à la fin du mois de mai 1940, les retraits de capitaux ont atteint 510 millions de francs en chiffre rond; par contre, les rentrées enregistrées depuis cette date atteignent presque le double de cette somme. De nouveau, la Banque nationale dispose d'importantes réserves d'or et de devises dont, étant donné les circonstances, une faible partie seulement peut être consacrée à l'amélioration de nos approvisionnements.

Diverses circonstances ont contribué au renversement de cette situation: tout d'abord, la régression de nos importations a libéré une partie des sommes généralement consacrées à leur paiement; des montants importants en dollars qui devaient être affectés à cet objet sont demeurés à notre disposition. En outre, la Banque na-

tionale ne vend des devises étrangères qu'à la condition qu'elles soient consacrées à l'achat de marchandises; cette mesure a mis fin aux exportations de capitaux vers les Etats-Unis. Il semble, en outre, que les avoirs de citoyens suisses aux Etats-Unis aient été rapatriés afin d'échapper à un blocage éventuel. Pour un peu on aurait pitié de ces pauvres capitalistes qui ne savent où déposer leurs trésors, les transportent de pays en pays et, de perte en perte, sont enfin tout heureux et tout aise de les faire rentrer au bercail, dans les coffres-forts de nos banques suisses.

Le taux de l'intérêt a suivi les fluctuations du marché des capitaux, ce qui ressort nettement des cours des obligations. Le rendement moyen de douze emprunts fédéraux a passé de 3,6 pour cent avant la guerre (juillet 1939) à 4,3 pour cent au début de 1940 et à 4,7 pour cent le 9 mai suivant (avant la fermeture des bourses); depuis lors, il a baissé progressivement pour atteindre son point le plus bas en octobre 1940 (3,5 pour cent). Il s'était légèrement amélioré à la fin de décembre (3,75 pour cent).

En 1940, le rendement moyen de ces douze emprunts fédéraux a été supérieur de 0,3 pour cent à celui de 1939:

Moyenne annuelle		Pour-cent	
	1936	4,43	
»	»	1937	3,41
»	»	1938	3,24
»	»	1939	3,76
»	»	1940	4,06

Ensuite de ces fluctuations, les banques, comme l'indique le tableau ci-dessous, ont augmenté le taux de l'intérêt pour les dépôts et les prêts:

	Obligations de caisse		Dépôts d'épargne	Hypothèques de 1er rang
	moyenne de			
	12 banques cantonales	7 grandes banques	12 banques cantonales	
1936	3,82	3,83	3,08	4,23
1937	3,18	3,10	2,99	4,05
1938	2,83	2,80	2,68	3,78
1939	3,02	3,06	2,48	3,74
1940	3,67	3,73	2,59	3,89
Décembre 1939	3,52	3,44	2,48	3,78
» 1940	3,56	3,77	2,69	3,95
<hr/>				
Augmentation du taux de l'intérêt				
de déc. 1939 à déc. 1940	+ 0,04	+ 0,33	+ 0,21	+ 0,17

Le niveau de l'intérêt a donc été nettement plus élevé en 1940 qu'en 1939. La baisse enregistrée depuis le mois de juin est faible. Cette situation montre combien les fortes fluctuations du taux de

l'intérêt sont dangereuses; en effet, il y a toujours tendance à maintenir le plus longtemps possible les cours les plus élevés.

Les capitaux investis dans les emprunts ont été plus élevés qu'en 1939. Sur les 519 millions d'émissions nouvelles (1939: 68 millions) 349 millions ont été absorbés par les emprunts fédéraux pour la consolidation des dettes de mobilisation. Les émissions d'actions ont été inférieures à un demi-million. Au cours de ces dernières années, le total annuel des émissions a évolué comme suit:

	Émissions publiques d'obligations (sans les conversions)		Émissions d'actions	Montant total des capitaux investis
	Emprunts suisses	Emprunts étrangers		
en millions de francs				
1936	419	—	1	420
1937	276	193	16	485
1938	171	65	7	243
1939	68	11	5	62
1940	519	—	—	519

La situation tendue sur le marché des capitaux a entraîné une augmentation de $\frac{1}{2}$ pour cent environ du taux de l'intérêt comparativement à l'année précédente.

En 1940, les fluctuations des cours des actions ont été extraordinairement minimales. Mais il faut dire que les bourses ont été fermées en mai et juin, pendant l'époque la plus critique de l'année. Les cours des actions ont évolué comme suit au cours de ces dernières années:

	Indice général des cours des actions	Indice des actions industrielles
1936	119	191
1937	174	249
1938	189	305
1939	166	298
1940	146	280

L'indice général de 1940 a été inférieur de 12 pour cent à celui de 1939; la baisse des titres financiers a été plus forte que celle des actions industrielles, dont un certain nombre sont parvenues à se maintenir.

Le mouvement des prix

déjà enregistré en 1939 s'est accentué. Comme nous l'avons déjà vu, cette évolution n'est pas le résultat d'une hausse générale des prix sur les marchés encore libres mais de l'énorme renchérissement des frais de transport et de la diminution de nos réserves. Le tableau ci-dessous montre l'évolution des indices officiels des prix de gros et de détail au cours de ces dernières années:

	Indice des prix de gros	Indice général	Indice du coût de la vie				Loyer
			Alimen- tation	Habille- ment	Chauffage et éclairage		
			juin 1914 = 100				
1929	141	161	156	167	134	180	
1930	127	158	152	160	132	184	
1931	110	150	141	145	128	186	
1932	96	138	125	128	122	187	
1933	91	131	117	118	119	185	
1934	90	129	115	115	117	183	
1935	90	128	114	114	114	181	
1936	96	130	120	111	113	178	
1937	111	137	130	120	116	175	
1938	107	137	130	123	116	174	
1939	111	138	132	121	116	174	
1940	143	151	146	145	132	173	
Décembre 1939	125	142	138	123	118	173	
» 1940	164	160	158	158	142	173	
Modification							
déc. 1939/40	+31,2%	+12,7%	+14,5%	+28,5%	+20,3%	—	
Modification d'août							
1939 à déc. 1940	+52,5%	+16,5%	+20,2%	+31,8%	+23,8%	—	

La moyenne des prix de gros de 1940 dépasse pour la première fois celle de 1929. A la fin de 1940, l'indice était plus élevé de 31 pour cent que celui de l'année précédente; il était supérieur de 53 pour cent au niveau enregistré au début de la guerre. Le renchérissement des matières premières importées est particulièrement marqué. Depuis le mois d'août 1939, les catégories de marchandises ci-dessous ont enregistré les hausses suivantes:

	Pour-cent
Diverses matières premières et carburants	120
Charbon, bois de feu	90
Métaux	88
Denrées alimentaires végétales	80
Fourrages	67
Textiles, cuir, caoutchouc	63

L'indice du coût de la vie a suivi régulièrement, bien qu'à quelque distance, l'évolution des prix de gros. En 1940, la hausse de l'indice général s'inscrit à 13 pour cent; l'augmentation des dépenses d'habillement est la plus forte, avec 32 pour cent.

Une comparaison avec l'évolution au cours de la guerre précédente montre que, pour la moyenne de 1915, la hausse du coût de la vie était supérieure de 13 pour cent au niveau d'août 1914; en décembre 1940 elle dépassait déjà de 16,5 pour cent l'indice d'août 1939. Il faut tenir compte du fait qu'au début de la première guerre mondiale le contrôle général des prix était inconnu; par contre, la guerre économique telle qu'elle fait rage aujourd'hui, le blocus et l'arrêt des transports d'outre-mer ne commencèrent à se faire sentir que deux ans après la déclaration de guerre.

La production industrielle

s'est ressentie de la mobilisation permanente d'une partie de l'armée, mais pas aussi profondément qu'on pourrait le penser, à l'exception toutefois de la période de la seconde mobilisation générale. Les auxiliaires engagés par l'industrie, les transformations et les adaptations, les heures supplémentaires, etc. ont non seulement permis de combler les lacunes, mais encore d'accroître quelque peu la production.

L'indice de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail relatif au degré d'occupation des ouvriers travaillant dans les entreprises d'une même branche donne la moyenne suivante pour les trois premiers trimestres des années considérées:

	Jan./Sept. 1938	Jan./Sept. 1939	Jan./Sept. 1940
Industrie du coton	66,7	67,8	71,5
Industrie de la soie et de la soie artificielle	42,1	39,8	37,2
Industrie de la laine	91,2	95,6	110,2
Industrie du lin	108,3	95,4	141,1
Broderie	52,7	52,6	43,5
Autres industries textiles	50,3	56,0	50,2
Vêtement, équipement	89,2	93,2	101,1
Denrées alimentaires, bière, tabac, boissons	86,0	86,0	89,8
Industrie chimique	96,6	93,7	101,1
Papier, cuir, caoutchouc	99,1	95,9	96,2
Arts graphiques	97,1	92,2	86,3
Travail du bois	70,5	67,4	65,4
Industrie des machines et métaux	86,9	85,3	94,3
Horlogerie, bijouterie	87,2	74,0	71,9
Terre et pierres	80,9	72,0	70,5
Industrie du bâtiment	57,3	50,3	43,5
Indice général	78,0	75,9	79,7

Au cours des trois premiers trimestres de 1940 (nous ne disposons pas encore des chiffres des trois derniers mois) l'effectif des ouvriers occupés dans l'industrie suisse était supérieur de 5 pour cent à celui de l'année précédente. C'est le chiffre le plus élevé enregistré depuis 1931. L'accroissement du degré d'occupation est particulièrement marqué dans quelques secteurs de l'industrie textile, dans l'industrie des machines et métaux, de même que dans l'industrie chimique; en revanche, on constate une régression dans la broderie, l'horlogerie, le bâtiment et les arts graphiques.

Le recul de l'activité de l'industrie du bâtiment, déjà marqué l'an dernier, s'est encore accentué en 1940. Au cours de cette année, le nombre des nouvelles habitations dans les 30 localités les plus importantes a été de 3477 seulement, soit en diminution de 49 pour cent comparativement à 1939. Le chiffre des autorisations de construire a diminué plus fortement encore, soit de 50 pour cent, ce qui nous engage malheureusement à conclure à une nouvelle stagnation de l'industrie du bâtiment en 1941, tout au moins en ce qui concerne la construction d'habitations. Toutefois, les grands travaux publics, notamment la construction de fortifications et de

routes alpestres corrigent dans une certaine mesure ce que cette situation a de tragique pour les salariés de cette branche. Grâce au degré d'occupation satisfaisant de l'industrie, la construction de bâtiments industriels s'est maintenue au même niveau que l'année précédente.

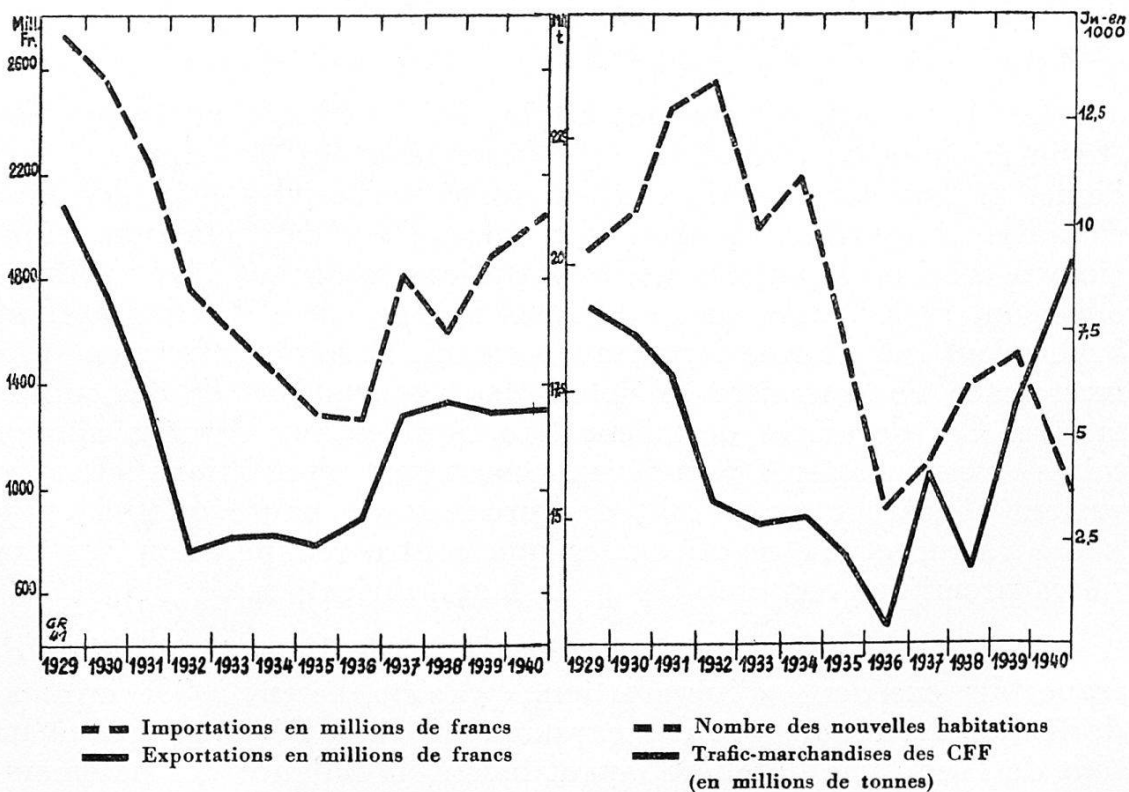
Quelques chiffres relatifs à l'activité économique de 1929 à 1940.

	Importations en millions de francs	Exportations en millions de francs	Trafic-voyageurs des CFF en millions de personnes	Trafic-marchandises des CFF en millions de tonnes	Nombre des nouvelles habitations terminées dans les 30 localités les plus importantes	Rendement brut de l'agriculture en millions de francs
1929	2731 ¹	2078 ¹	126,6	19,3	9,330	1479
1930	2564 ¹	1747 ¹	127,9	18,5	10,294	1368
1931	2251 ¹	1336 ¹	124,3	17,8	12,681	1344
1932	1763 ¹	769 ¹	116,9	15,3	13,230	1208
1933	1595	819	114,9	14,8	9,910	1171
1934	1434	824	114,3	15,0	11,011	1172
1935	1283	795	109,9	14,2	6,661	1139
1936	1266	882	107,0	12,8	3,177	1103
1937	1807	1286	112,0	15,8	4,199	1258
1938	1607	1317	113,3	13,9	6,114	1297
1939	1889	1298	119,1	17,0	6,774	1289
1940	1854	1316	119,7 ²	20,1 ²	3,477	1491

¹ Sans les transformations et réparations.

² Chiffre provisoire.

Commerce extérieur, trafic-marchandises, activité du bâtiment.



En 1940, la qualité des récoltes et la hausse des prix ont contribué à améliorer la situation de l'agriculture. Grâce à l'extension des surfaces plantées et à des conditions atmosphériques favorables, la récolte des pommes de terre a été particulièrement satisfaisante, atteignant 90,000 wagons, chiffre que l'on n'avait plus enregistré depuis la dernière guerre. La récolte des fruits a été assez abondante pour permettre quelques exportations; par contre, celle du blé n'a pas tout à fait répondu à l'attente. La production du lait, qui avait fortement reculé au cours de l'hiver dernier, s'est rétablie en partie; néanmoins, il faut envisager une nouvelle diminution de la production laitière ensuite de la pénurie de fourrage et de la transformation de prairies en champs cultivés. La consommation du beurre a été rationnée. A la fin de 1940, l'indice des prix agricoles avait augmenté de 20 pour cent comparativement à l'année précédente et de 27 pour cent depuis le début de la guerre. Selon les estimations du Secrétariat agricole de Brougg, le rendement brut de l'agriculture a été de 200 millions de francs, supérieur de 16 pour cent à celui de 1939. Il ne faut pas oublier que les frais de production de l'agriculture ont fortement augmenté. On peut admettre que le rendement net s'est également amélioré.

Le commerce extérieur,

dont l'importance est actuellement décisive pour notre pays, ne peut malheureusement pas faire l'objet des commentaires qui seraient nécessaires, les autorités compétentes ayant interdit la publication d'indications détaillées. Du moment que les légations étrangères et, partant, leurs gouvernements disposent de tous les renseignements désirables, nous ne voyons vraiment pas pour quelle raison le Conseil fédéral se refuse à renseigner le peuple suisse.

Les importations, qui ont atteint 1854 millions de francs, ont été inférieures de 35 millions de francs à celles de l'année précédente. Si l'on tient compte de la forte hausse des prix des marchandises importées, le recul du volume est naturellement supérieur à celui de la valeur. Les exportations totalisent 1316 millions; elles sont supérieures de 16 millions à celles de 1939. Ces chiffres bruts n'ont pas grande importance en soi. Il serait infiniment plus intéressant de connaître le détail des exportations et des importations. Ces dernières devraient être limitées aux denrées alimentaires et aux matières premières. Quant aux exportations, elles devraient concerner avant tout des produits de haute qualité et de haute valeur et n'être effectuées que contre récupération des matières premières consommées pour leur fabrication.

La balance commerciale indique un recul de 45 millions de francs des excédents d'importation, qui s'établissent à 538 millions de francs. Le rendement des capitaux placés à l'étranger, et avant tout de l'industrie hôtelière, ayant baissé, la balance des paiements

menace d'être déficitaire. Mais cela n'a pas grande importance dans les circonstances actuelles. Pour le moment, l'essentiel est d'assurer notre approvisionnement.

Les transports.

Le trafic routier a reculé au bénéfice du trafic ferroviaire. Nous ne disposons malheureusement pas de renseignements précis sur la régression des transports automobiles. Par contre, les chiffres publiés par les C.F.F. traduisent nettement ce déplacement du trafic de la route vers le rail. En 1940, le trafic-marchandises des C.F.F. a atteint 20 millions de tonnes, dépassant non seulement de 18 pour cent les résultats de 1939, mais battant même le record de 1929 (19,3 millions de tonnes). Toutefois, la disparition de la concurrence automobile n'est pas la seule cause de cet accroissement du trafic; les importations, encore considérables au cours du premier semestre, et les transports en transit y ont également contribué.

Le trafic-voyageurs a évolué d'une manière réjouissante. Les C.F.F. ont transporté un chiffre de voyageurs de $\frac{1}{2}$ pour cent plus élevé que celui de l'année de 1939, déjà très favorable ensuite de l'Exposition nationale. Les transports militaires ont contribué en grande partie à ce résultat que l'on peut considérer aussi comme l'expression du pouvoir d'achat encore relativement élevé de notre population. Il serait souhaitable que ce pouvoir d'achat, au lieu de servir à l'achat de biens dont l'approvisionnement est précaire et dont la demande fait augmenter les prix, soit consacré dans une plus large mesure à utiliser les services des entreprises de transport. L'accroissement du rendement qui en résulterait pour ces dernières pourrait être consacré en partie au financement des dépenses de défense nationale. Après avoir assuré intégralement le service de l'intérêt de l'ensemble de leur dette (qui, comme on le sait, est disproportionnée à l'entreprise), les C.F.F. ont réalisé un léger bénéfice net.

L'industrie hôtelière et le tourisme demeurent les secteurs les plus frappés par la guerre. Le chiffre des nuitées d'hôtes étrangers, qui avait déjà diminué de plus de 20 pour cent en 1939, est tombé, en 1940, au 30 pour cent du niveau de 1939. Par contre, le nombre des nuitées d'hôtes indigènes a augmenté de 5 pour cent, ce qui permet de ramener le recul général à 28 pour cent.

Selon les indications de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, le chiffre d'affaires du commerce de détail a été supérieur de 9 pour cent à celui de 1939. Les hausses de prix intervenues ne permettent pas de se faire une idée exacte des fluctuations du volume des ventes. En tenant compte du renchérissement indiqué par l'indice, l'Office fédéral a néanmoins tenté de déterminer le volume des ventes:

(1938 = 100)	Valeur des ventes		Volume des ventes	
	1939	1940	1939	1940
Denrées alimentaires, boissons, tabac	104,4	110,6	102,1	98,1
Objets d'habillement, textiles . . .	112,0	124,9	112,7	104,2
Autres branches	103,8	118,7	102,7	103,8
	106,7	116,6	105,6	102,4

Alors que de 1938 à 1940 la valeur des ventes a augmenté de 16,6 pour cent, le volume, par contre, n'a progressé que de 2,4 pour cent. Ensuite du rationnement, la consommation des denrées alimentaires a reculé de 2 pour cent alors que celle des autres marchandises a augmenté de 4 pour cent. Ces chiffres nous permettent aussi de ramener à des proportions plus exactes les conceptions que nous avons pu nous faire de l'accaparement. On peut dire que les réserves faites par la population sont demeurées dans des limites assez modestes; évidemment, il se peut que, pour certaines marchandises, les achats aient été supérieurs à la moyenne indiquée ci-dessus.

Le chômage.

Le nombre des chômeurs inscrits aux offices de travail a été notablement inférieur à celui de 1939. Pour la moyenne de l'année, le recul du chômage est de 21,877 chômeurs complets, soit de 60 pour cent. La régression est la même pour les personnes en quête d'emploi (parmi lesquelles figurent les personnes encore occupées, mais qui cherchent une nouvelle place).

Le tableau ci-dessous indique les fluctuations de la moyenne annuelle des personnes en quête d'emploi et des chômeurs complets:

	Nombre des		Ampleur du chômage parmi les membres des caisses de chômage (en pour-cent)	
	personnes en quête de place	chômeurs complets	chômeurs complets	chômeurs partiels
1929	8,131	—	1,8	1,7
1930	12,881	—	3,4	7,2
1931	24,208	—	5,5	12,2
1932	54,366	—	9,3	12,0
1933	67,867	—	10,8	8,5
1934	65,440	—	9,7	6,0
1935	82,468	—	11,8	5,9
1936	93,009	80,554	13,2	5,3
1937	71,130	57,949	9,9	2,5
1938	65,583	52,590	8,7	4,5
1939	40,324 *	36,663	6,5	2,9
1940	16,374	14,785	3,2 **	2,2 **

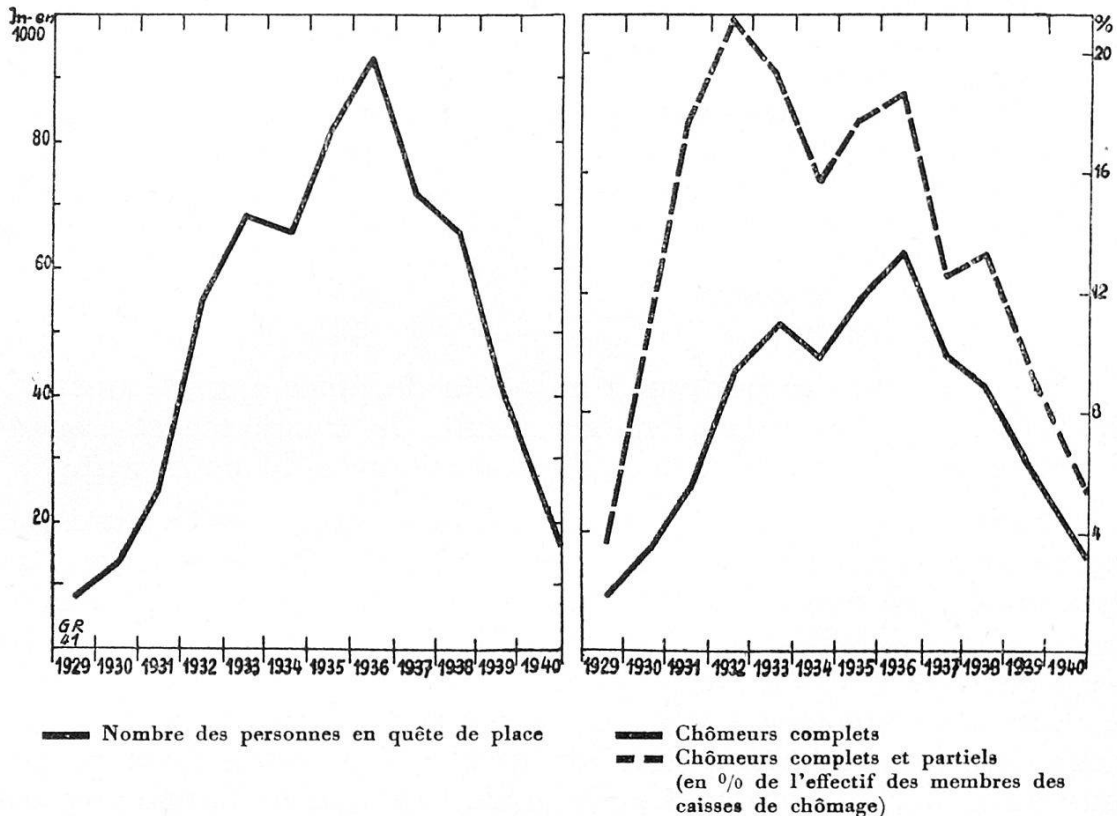
* Une comparaison exacte avec l'année précédente n'est pas possible.

** Estimation provisoire.

Parmi les membres des caisses d'assurance-chômage, la proportion des chômeurs complets a reculé de 50 pour cent et celle des chômeurs partiels de 25 pour cent. Ces chiffres sont les plus

favorables enregistrés depuis 1929. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'ils ne reflètent pas exactement la situation du marché du travail. En effet, les salariés mobilisés qui n'ont pas d'emploi et ceux qui ont été incorporés dans les détachements de travail ou les compagnies de couverture, les chômeurs occupés aux travaux de nécessité ne figurent pas dans ces chiffres. Une image exacte de la situation sur le marché du travail n'est possible qu'à la condition de prendre ces salariés en considération.

Chômage



Seuls sont publiés jusqu'à aujourd'hui les chiffres des chômeurs affectés aux travaux de nécessités, incorporés au service du travail ou suivant des cours spéciaux:

	1939	1940
Travaux de nécessité:		
chômeurs	7,621	2,270
autre main-d'œuvre	3,023	1,420
Service du travail volontaire	649	94
Service technique du travail	171	133
Service du travail pour commerçants	110	75
Travaux de nécessité administratifs	82	139
Bureaux	280	230
Cours de perfectionnement professionnel	564	286
Construction de routes alpestres	1,718	1,132
Autres travaux	1,955	2,947
	16,173	8,726

L'ampleur des travaux de nécessité a été réduite ensuite de la mobilisation. L'effectif des chômeurs mobilisés, qui avait passé de 3800 à 5100 en octobre, n'a plus été publié depuis.

Le tableau ci-dessous indique la répartition entre les diverses professions des personnes en quête d'emploi :

	Moyenne annuelle des personnes en quête d'emploi :	
	1939	1940
Industrie du bâtiment	16,676	5,966
Commerce, administration	3,229	1,802
Horlogerie	4,452	1,604
Manœuvres, journaliers	2,874	1,038
Industrie textile	1,535	1,030
Industrie des machines et métaux	3,032	841
Industrie hôtelière	1,252	769
Travail du bois et du verre	1,904	693
Professions libérales	887	538
Travaux de maison	572	497
Habillement, nettoyage	669	415
Arts graphiques	491	248

36 pour cent des personnes en quête de place appartiennent à l'industrie du bâtiment; viennent ensuite le commerce et l'administration avec 11 pour cent et l'horlogerie avec 10 pour cent.

Etant donné les circonstances, on peut considérer la situation économique comme très satisfaisante. Si l'activité économique se maintenait à ce niveau jusqu'à la fin des hostilités, nous pourrions nous estimer privilégiés. Mais les difficultés d'approvisionnement s'aggravent de mois en mois. Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de faire des pronostics sur l'évolution ultérieure de notre situation économique, pour la simple raison qu'elle dépend de facteurs que nous ne pouvons prévoir. La tâche des autorités compétentes est tout indiquée: renforcer l'organisation et la coordination des forces de production afin d'assurer de la manière la plus efficace notre défense nationale et de notre approvisionnement.

Economie continentale?

Par *Georges Keller*.

I.

La lutte dont l'issue déterminera pour une longue période le destin de l'Europe fait rage. Personne ne peut encore prévoir le cours de l'évolution. Et pourtant, partout, on se préoccupe déjà du régime économique de l'Europe de demain. Les puissances de l'Axe envisagent la création d'un « bloc économique » européen placé sous leur hégémonie. Avant de prendre position en face de